S'engager quand on est réfugié centrafricain à Garoua-Boulai (Cameroun)

Analyse des formes de mobilisation et des luttes dans un champ associatif-humanitaire local

Calvin Minfegue

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4493>

ISSN : 2107-7266

Éditeur

UMR 245 - CESSMA

Référence électronique

Calvin Minfegue, « S'engager quand on est réfugié centrafricain à Garoua-Boulai (Cameroun) », *Carnets de géographes* [En ligne], 12 | 2019, mis en ligne le 09 décembre 2019, consulté le 06 janvier 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4493>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2020.

La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

S'engager quand on est réfugié centrafricain à Garoua-Boulai (Cameroun)

Analyse des formes de mobilisation et des luttes dans un champ associatif-humanitaire local

Calvin Minfegue

- 1 Les mobilisations collectives en Afrique ont suscité un certain intérêt ces dernières années dans les travaux scientifiques, du fait de leurs échos et de leurs incidences sur les systèmes politiques (Badie, 2011 ; Laurens, 2012). Certains parlent d'une « inflation des travaux se penchant sur les mobilisations et les mouvements sociaux en Afrique » (Siméant 2013 : 127). Depuis 2011, se sont enchaînés les « printemps arabes », les mobilisations sénégalaises contre Abdoulaye Wade au Sénégal, la « révolution » burkinabè. Ces mobilisations mettent en scène des acteurs nationaux préoccupés par le devenir politique de leurs sociétés. Qu'en est-il des mobilisations ou engagements associatifs des étrangers ou en faveur des étrangers dans les pays africains et notamment subsahariens ? Des travaux ont abordé cette question. On y repère une prégnance des figures du « réfugié » et du « demandeur d'asile » qui revendiquent des droits face aux dispositifs humanitaires (Cambrézy, 2001 ; Agier, 2008 ; Lardeux, 2009)¹ – ensemble de discours, de pratiques et de mécanismes dont le but est de « prendre en charge » les personnes en situation d'urgence. Dans cette perspective, il y aurait un intérêt à aborder également les modalités par lesquelles ces mobilisations s'articulent directement ou non à la problématique de l'espace. À ce titre, l'espace est envisagé à la fois comme cadre et dimension de production et de « reproduction » des mobilisations ou engagements.
- 2 Cette recherche s'intéresse à l'engagement associatif des réfugiés d'origine centrafricaine dans l'Est du Cameroun et précisément dans la commune de Garoua-Boulai, frontalière à la République centrafricaine (RCA). Cette mobilisation se structure principalement autour d'enjeux politiques et sociaux liés au gouvernement des réfugiés, à l'amélioration de leurs conditions de vie (reconnaissance légale, accès à

l'éducation et autonomie économique). Cet engagement a également à voir avec l'espace compris ici comme dimension du social (Veschambre, 2006). L'analyse de cet engagement associatif des réfugiés permet de déconstruire l'image de victimes « passives » à laquelle certaines représentations les associent encore en contexte africain. La réflexion part de l'hypothèse selon laquelle la mobilisation associative des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai se déploie dans un cadre défini et contrôlé par les acteurs humanitaires et contribue à l'émergence d'un champ associatif-humanitaire. La dimension spatiale s'y exprime dans la constitution d'un espace social local marqué par l'humanitaire et la centralité urbaine qui semble caractériser cet engagement associatif.

- 3 Le matériau sur lequel repose l'analyse proposée provient d'une série d'enquêtes qualitatives conduites entre septembre 2016 et avril 2018 à Garoua-Boulai (département du Lom-et-Djerem, Est du Cameroun) : une vingtaine d'entretiens individuels avec des réfugiés, des animateurs et responsables humanitaires, deux entretiens collectifs avec des groupes de réfugiés et deux séquences d'observation directe (orientées respectivement sur la localisation d'initiatives associatives des réfugiés et sur le suivi des débats entre groupes de réfugiés autour des modalités de leur engagement collectif)².
- 4 Il s'agira d'abord de rappeler le contexte régional et local de l'économie politique de l'humanitaire dans la région orientale du Cameroun. Le propos portera ensuite sur l'implication et les divisions des réfugiés au sein du champ associatif humanitaire à partir d'une étude de cas. Enfin, la dimension spatiale de cet engagement sera abordée en discutant de la constitution d'un espace social local à Garoua-Boulai ayant entraîné l'émergence d'un champ associatif-humanitaire, d'une part, et de la centralité urbaine de cette mobilisation associative d'autre part.

Contexte politico-sécuritaire et économie politique de l'humanitaire à Garoua-Boulai

- 5 La banalisation de l'action humanitaire dans la localité de Garoua-Boulai s'inscrit dans un environnement politique et sécuritaire marqué notamment par les répercussions au Cameroun, des crises socio-politiques en RCA. Ce contexte a favorisé le déplacement de nombreuses personnes de la RCA vers le Cameroun et s'est accompagné de la mise en place progressive d'un dispositif humanitaire.

Un contexte sécuritaire et politique fragile

- 6 Le contexte sécuritaire, dans l'Est du Cameroun, a considérablement changé entre les années 1980 et 2010. Ces changements sont principalement liés à la situation sociopolitique en RCA. Ce pays a vu se multiplier des crises socio-politiques, conduisant à des divisions entre territoires rebelles et à des incertitudes politiques. Ces crises ont eu des effets sur la stabilité des pays voisins. En territoire camerounais, la situation en RCA s'est régulièrement traduite, cette dernière décennie, par des incursions de groupes armés centrafricains. Des rapports et autres résolutions publics ont fait état des risques que faisaient (et font encore) peser ces crises sur le Cameroun, leurs manifestations et leurs conséquences (ONU/Conseil de sécurité, 2013 ; ACP/UE, 2014 ; OCHA, 2014). A cela s'ajoute un processus de diffusion, à la fois nationale et régionale,

du grand banditisme depuis les régions septentrionales du Cameroun (Extrême-nord et Nord). Entre les années 1990 et le début des années 2000, on a observé une recrudescence de la criminalité transfrontalière sur le couloir allant des confins du lac Tchad à la Centrafrique en passant par la partie septentrionale de la région actuelle de l'Est du Cameroun, notamment à Garoua-Boulai et ses environs (Abé, 2003 ; Saïbou, 2010 ; Seignobos, 2011). Succédant ou s'intégrant aux nombreuses actions des « coupeurs de route »³, les actes d'enlèvements, de pillage des ressources des communautés se sont multipliés. Leurs conséquences les plus immédiates ont été les déplacements des individus de leurs lieux habituels de résidence vers les centres urbains de la région, plus sûrs. Ainsi, de nouvelles mobilités se sont opérées depuis des localités rurales du nord du pays jusque dans la zone de Garoua-Boulai (Saïbou, 2006). Des mouvements migratoires de plus grande ampleur, de personnes fuyant le banditisme, ont eu lieu au départ de la Centrafrique vers le Cameroun et le Tchad. Entre 2000 et 2012, Garoua-Boulai a été un territoire important pour les bases de coupeurs de route, notamment pour celle implantée à Dika, en RCA. Cette commune a été subversivement utilisée par les bandits pour leur ravitaillement et pour diverses opérations de blanchiment (Chauvin et Seignobos, 2013). Elle est ainsi devenue l'un des lieux privilégiés d'accueil des réfugiés provenant de la RCA alors confrontée à une importante insécurité liée à l'action de coupeurs de route et des groupes rebelles. Ces deux processus se sont entremêlés sous des formes plurielles. Le grand banditisme a souvent fourni des hommes et des revenus à des acteurs de la crise en RCA. Il était alors difficile de démêler la figure du « rebelle » de celle du « coupeur de route » ou « bandit ». De nombreux espaces camerounais sont ainsi devenus des zones dangereuses et dépeuplées⁴.

- 7 Pour faire face à cette dégradation de l'environnement régional, l'État camerounais a revu son positionnement sécuritaire dans la région. Jusqu'au début de l'année 2006, l'Est-Cameroun, et notamment la zone autour de Garoua-Boulai, ne comptait pas de déploiement sécuritaire exceptionnel. Comme le révèle Issa Saïbou (2006), la région était principalement couverte par la gendarmerie. Face à l'insécurité grandissante, un dispositif d'envergure fut mis sur pied avec pour finalités la défense de l'intégrité territoriale du pays et la sécurisation des populations locales et leurs biens. C'est à ce titre que la Brigade d'intervention rapide (BIR) s'est installée dans la région et y a joué des rôles militaire et politique, associés à son action de stabilisation et à l'affirmation du pouvoir central qu'elle symbolise. Ce rempart sécuritaire a été renforcé, entre 2013 et 2015, lorsque les affrontements entre les groupes dits « anti-balaka » et « sekeka » de la RCA se sont déplacés à la lisière du territoire camerounais. L'enjeu pour le Cameroun, dans cette zone, était hautement stratégique : éviter l'ouverture d'un front de « haute intensité » dans la portion orientale de son territoire et sécuriser un investissement important dans la région, le barrage hydroélectrique de Lom-Pangar. Cet environnement régional, mouvementé, fut favorable à une arrivée massive de réfugiés au Cameroun.

Figure n°1 : Localisation de Garoua-Boulaï

Conception : Minfegue, 2019 / Fond de carte : INC

Un afflux croissant de réfugiés

- 8 Les centrafricains ont de longue date été présents à Garoua-Boulaï. Selon le recensement de 1976, environ 3% de la population de la localité était d'origine centrafricaine (Bureau Central du Recensement, 1984), mais ce pourcentage était sans doute sous-évalué. Les données du recensement concernent uniquement l'espace correspondant aujourd'hui au centre urbain de Garoua-Boulaï et n'incluent pas les effectifs des Centrafricains présents dans les villages voisins qui ont été incorporés, un an plus tard, dans la commune⁵. En outre, certains rapports de ce recensement assument des erreurs liées à la soustraction potentielle de ces personnes au dénombrement, à l'absence de données sur les « variables communautaires » et sur les origines, ou encore au faible intérêt pour la collecte de ces données (Bureau Central du Recensement, 1984). Au-delà, des structures sociales et des mobilités historiques transfrontalières entre Garoua-Boulaï et les localités centrafricaines voisines (Beloko Cantonner, Bouar) ont souvent facilité les circulations entre les communautés.
- 9 Ces circulations ont été transformées et intensifiées par les crises politiques contemporaines en RCA, provoquant des déplacements de Centrafricains vers le Cameroun. En 2003, à la suite du coup d'État perpétré par François Bozizé et de l'intensification du banditisme rural, on enregistre un premier afflux d'environ 3000 personnes aux frontières camerounaises dont Garoua-Boulaï. Il s'agissait d'individus identifiés comme des Peuls mbororo (Mimche, 2009). Leur arrivée conduisit quelquefois à des regroupements affinitaires (Seignobos, 2011). Ces personnes se sont d'abord dirigées vers les espaces ruraux situés autour de centres urbains. Une proportion moins importante s'est orientée directement vers les centres comme Garoua-Boulaï, là où des connaissances, des parents étaient susceptibles de faciliter leur installation et où la

sécurité était garantie. L'espace urbain représentait également à leurs yeux, un cadre propice à des occupations professionnelles mêmes précaires. Les premiers dispositifs institutionnels prirent place dans la ville aux fins d'accueil et de prise en charge de ces déplacés. C'est le début d'une transformation substantielle de l'identité de la localité par la présence et l'action de diverses organisations humanitaires. Ce moment marque aussi l'émergence locale et légale de la figure du réfugié telle que définie par la convention de Genève de 1951. La certification légale du réfugié est le fait du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). Elle passe par des processus d'identification (avec délivrance d'une carte de réfugié) et implique une assistance humanitaire. Ce qualificatif de « réfugié » bascule ensuite dans le langage populaire local pour désigner toute personne centrafricaine, que l'on préjuge démunie et habitant l'Est du Cameroun. Le nombre croissant des réfugiés dans la localité et leur prise en charge par les organisations humanitaires les a progressivement constitués en un groupe remarquable pour les populations locales. Ils avaient droit à des accompagnements spécifiques, occupaient des zones précises dans l'espace urbain ou dans les zones rurales où ils s'installaient. De nombreux centrafricains, déjà présents dans la localité, n'hésitaient pas quelquefois à se fondre parmi les nouveaux venus pour bénéficier de quelques appuis. L'irruption et la popularisation du terme « réfugié » dans le langage commun apparaissent liées à une socialisation locale au régime humanitaire, à ses outils et à son vocabulaire. La nationalité centrafricaine de l'essentiel des réfugiés et surtout une attitude ambivalente des locaux vis-à-vis des services dédiés aux nouveaux venus⁶ conduisirent à une généralisation du terme « réfugié » aux populations centrafricaines à faible revenu.

- 10 L'effectif total des réfugiés, dans le pays, était évalué à 123 090 personnes en 2013 contre 658 070 en début d'année 2018 (UNHCR, 2018) et le nombre de réfugiés centrafricains au début du second semestre 2018 se situait autour de 249 370 personnes, présentes principalement dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord. Les régions de l'Adamaoua et de l'Est sont celles qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés centrafricains, et Garoua-Boulaï est l'une des destinations privilégiées car située sur le corridor Bangui-Douala, sur un point de contact entre le Cameroun et la RCA. On y enregistrait en 2013 une population de 10 901 réfugiés (Commune de Garoua-Boulaï, 2013) mais cet effectif s'élevait à plus de 41 000 au début de l'année 2018. Notons que les données officielles faisaient état d'un effectif de réfugiés composé majoritairement de personnes se déclarant haoussa ou peul, et principalement d'obédience musulmane (UNHCR, 2018). Pour de nombreux réfugiés arrivés en territoire camerounais, Garoua-Boulaï a davantage servi de point d'entrée sécurisante. La situation s'est accompagnée d'une forte mobilisation humanitaire.

La mise en place d'un dispositif humanitaire

- 11 Dès 2003, les premières organisations humanitaires à s'installer dans la localité ont été le HCR, Médecins Sans Frontières et Medical Corps. Leurs interventions ont porté sur la prise en charge médicale des déplacés, leur scolarisation, et plus tard, leur autonomisation financière. Tout en installant des bureaux locaux, leurs actions furent conduites sur des sites d'installation spontanés des réfugiés, qu'ils soient transitoires et/ou provisoires, tant dans les parties urbaines que rurales de la localité. La crise de 2013 en RCA fut marquée par une arrivée plus importante de réfugiés, nécessitant une infrastructure humanitaire de forte capacité. Le fait caractéristique de ce

redéploiement humanitaire fut la création du camp de réfugiés de Gado-Badzere en 2014, situé à environ 30 km de Garoua-Boulai (voir encadré). L'emplacement de ce dernier semble avoir été déterminé par la présence de la route bitumée reliant Bertoua à Garoua-Boulai et révèle la prééminence des logiques humanitaires et étatiques sur les volontés politiques locales :

- 12 On avait souhaité que ce camp soit situé au niveau de Mborguéné. Mborguéné c'est un village situé à environ... à 20 kilomètres de Gado-Badzere. On voulait que ce camp soit situé là-bas. Mais il se pourrait que le HCR n'avait pas trop apprécié ça parce que entre Gado Badzere et Mborguene le village en question, la route n'est pas praticable, la route n'est pas bonne, la route est en très mauvais état. Ce qui fait que le HCR avait souhaité qu'on ramène ça vers la route principale, pour que l'accès soit aisé. [...] Donc vous voyez que le HCR avait émis le vœu que l'on ramène ça au niveau de la route, pour leur permettre, pour avoir un accès facile... pour qu'on ait un accès facile... pour approvisionner, pour les dons alimentaires pour les réfugiés c'est la raison pour laquelle le camp est arrivé à Gado. Je pense quand même que ça... ça a été arrêté de commun accord avec le maire (personnel municipal, entretien du 18 août 2017, Garoua-Boulai).
- 13 Ce choix était différent de la position émise par les autorités municipales et qui répondait à des impératifs « de sécurité »⁷. En effet, la mise à l'écart du camp, son isolement ou plus précisément son éloignement dans un village de surcroît peu peuplé (539 habitants), était pour les autorités municipales un moyen de protéger la population urbaine de l'insécurité associée à la présence des réfugiés. Cette préoccupation sécuritaire définit ou renforce certaines représentations locales et médiatiques qui associent la figure du réfugié ou du déplacé centrafricain à un vecteur d'insécurité. Dans tous les cas, l'établissement du camp à Gado-Badzere a été discuté et validé par le gouvernement central, ce qui montre la prééminence de sa volonté sur celle de la municipalité. Par ailleurs, les facilités en matière d'accessibilité ont permis un essor immobilier lié à la présence de nombreux travailleurs humanitaires et sécuritaires dans l'aire urbaine. La connexion locale entre dispositif humanitaire et économie apparaît forte.

Encadré : Le camp de Gado-Badzere

Ouvert le 1er mars 2014, le camp de Gado-Badzere comptait 17 959 réfugiés au mois d'octobre de la même année. En 2016, ce chiffre s'élevait à 22 876 pour s'établir en fin 2017 à 24 365 pour 7778 ménages de 3 individus en moyenne. Les femmes représentaient 53% de cet effectif et les jeunes de moins de 18 ans, 59%. Le profil ethnolinguistique du camp est étroitement associé aux incidences des crises politiques en RCA qui ont souvent affecté de manière spécifique certaines « communautés ». Aussi en avril 2017, 93% des réfugiés présents dans le camp revendiquaient une appartenance peule et 2,5% une appartenance haoussa. Plus de 9 réfugiés sur 10 étaient de confession musulmane. Le gros du contingent de ces réfugiés (67%) provenait des préfectures centrafricaines de Nana-Mambéré et d'Ombella-Mpoko. La première est une préfecture contiguë au département du Lom-et-Djerem tandis que la seconde se situe vers le centre de la RCA. Le camp est constitué de tentes (en bâches blanches) fournies par les ONG et quelquefois

recouvertes de chaume. Géré par l'ONG Première Urgence Internationale, le camp subdivisé en deux secteurs : Gado 1 et Gado 2.

Source : HCR, 2014 ; 2015 /Nos enquêtes

Figure n°2 : Vue du camp de Gado

Source : Google Earth, 2017

- 14 Au début de l'année 2018, une quinzaine d'organisations humanitaires et autres agences du système onusien était présente dans le camp⁸. L'action humanitaire se décline localement par une organisation bureaucratique sectorisée. Chaque organisation assume des missions spécifiques liées à des domaines d'intervention précis : la santé, l'approvisionnement en eau potable et l'hygiène, l'éducation, l'autonomisation financière ou encore la cohésion. Une telle organisation donne corps à une certaine idée d'un « gouvernement humanitaire » (Agier, 2008) qui se substitue et s'autonomise en même temps de l'action publique locale. Cette bureaucratisation apparaît d'ailleurs comme une constante globale des modes d'agir humanitaires (Agier, 2008 ; Fassin, 2010).
- 15 Le dispositif humanitaire combine des interventions tant dans la zone rurale qu'urbaine. L'espace urbain abrite les sièges et bureaux locaux des organisations humanitaires. Il accueille également des réfugiés et autres exilés bénéficiant des appuis humanitaires. Cette présence des réfugiés en ville permet une autonomie relative basée sur l'exercice d'un emploi (souvent précaire) ou sur des solidarités familiales ou communautaires. L'espace rural de la commune, pour sa part, accueille le camp de Gado, l'un des plus importants de la région. Il accueille aussi de nombreux réfugiés et déplacés centrafricains que les étendues rurales attirent : ceux qui possèdent un cheptel, ceux qui évitent les procédures d'identification courantes « en ville », ceux qui recherchent des espaces supposément vacants pour s'y installer, etc. De fait, les villages de la région ont leurs communautés de réfugiés parfois à l'écart des populations hôtes.

Les circulations entre ces deux zones sont courantes, les acteurs installés dans les villages se rendant souvent dans la ville pour effectuer des activités commerciales, rencontrer quelques parents, etc. Le dispositif humanitaire local s'imbrique en outre, subtilement et parfois implicitement, au régime de frontière du Cameroun⁹. Deux points sont à cet égard illustratifs. D'une part, par ses missions de contrôle des réfugiés, ce dispositif humanitaire participe à la matérialisation de ce régime. Identification biométrique, localisation, voire relocalisation géographique et accompagnement de ces réfugiés en sont des formes spécifiques. Ces opérations s'effectuent en collaboration avec les services de l'État. D'autre part, il est une modalité d'expression du caractère modulable de ce régime de frontière. Ce dernier se révèle ancré à des principes généraux liés aux fonctions classiques de la frontière – fonction légale, fonction de contrôle et fonction fiscale – tout en s'autorisant des adaptations prenant justement en compte les actions et besoins des acteurs humanitaires. Au-delà, le dispositif humanitaire apparaît également influent dans les modalités d'action collective des réfugiés.

Implications et divisions des réfugiés dans le champ associatif et humanitaire local

- 16 Les mouvements de type associatif des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai sont nés d'initiatives diverses, connectées pour l'essentiel aux structures humanitaires. Leur organisation varie selon la nature de leur lien aux structures humanitaires. Certains d'entre eux connaissent des évolutions marquées par des tensions internes vives.

Aux sources de mouvement(s) à deux facettes

- 17 Entre 2003 et 2010, la présence croissante des réfugiés dans la localité s'est accompagnée de la mise en place de regroupements associatifs de certains d'entre eux. Ces regroupements se donnaient pour objectifs de mutualiser leurs moyens et ressources dans ces contextes nouveaux qu'étaient leurs pays et localité d'accueil. Garoua-Boulai s'est, de fait, constitué comme un espace social local marqué par l'action humanitaire. Cette configuration spécifique a créé les conditions favorables à la constitution de mouvements associatifs des réfugiés sous la houlette des organisations humanitaires. Ce mouvement associatif apparaît dual.
- 18 Le premier mouvement d'envergure a été créé entre 2012 et 2013 et renforcé entre 2014 et 2015 à l'initiative des organisations humanitaires comme le HCR, CRS ou Première Urgence. On est là face à une dynamique de regroupement « institutionnellement motivée » (Induced mobilization)¹⁰. En vue de faciliter leurs actions, ces organisations ont mis sur pied des structures à caractère associatif appelées « comités ». Ces derniers se présentent comme des instances permettant d'organiser l'activité humanitaire (distribution des aides, ciblage des appuis) mais aussi comme des cadres de médiation entre réfugiés, organisations humanitaires, autorités administratives et populations locales. Ces comités sont des structures collectives censées faciliter la gestion, l'intégration et l'épanouissement des personnes réfugiées et permettent leur implication dans l'action humanitaire. L'idéal participatif y est aussi en œuvre, au moins dans les intentions. Il est orienté vers la recherche de solutions aux problèmes

rencontrés par les réfugiés. Cette position s'exprime dans les discours en termes de « gouvernance » :

La gouvernance indiquée ici, c'est dans le sens de bien gérer les réfugiés, de bien gérer leurs problèmes. S'il y a un problème de femmes, on va vers les femmes. Si ce sont les jeunes, on va vers les jeunes... On [organisation humanitaire] essaie de créer comme un gouvernement des réfugiés : on s'adresse à eux quand il y a un problème ou quand il y a quelque chose de positif ou de négatif. Quand il y a un problème, quand il faut communiquer, on passe par eux (animateur humanitaire, entretien du 9 avril 2018 à Garoua-Boulai).

- 19 Cette dynamique prend corps dans divers types de « comités ». On en identifie globalement : un « comité central », un « comité des femmes », un « comité des jeunes », un « comité mixte » (censé regrouper réfugiés centrafricains et autorités traditionnelles ou communautaires de nationalité camerounaise), un « comité des sages » (regroupant des centrafricains réfugiés et des autorités communautaires camerounaises d'un certain âge). Exceptionnellement, des comités « de gestion » peuvent être mis en place pour l'entretien d'ouvrages comme les points d'adduction d'eau ou la gestion de dons matériels. Le comité central se présente comme la structure la plus fédératrice car il regroupe et agit, par principe et dans les faits, pour l'ensemble des populations réfugiées des localités concernées. On recense ces comités dans l'espace urbain et dans les villages de la commune. Toutefois, il est possible de considérer ces comités, et l'incitation à la mobilisation qui les sous-tend, comme un élément supplémentaire du dispositif de contrôle à l'œuvre autour de l'action humanitaire. Cette posture de suscitation d'un regroupement est d'ailleurs perçue par certains réfugiés comme instrumentale : si elle est un outil au service de la cause humanitaire (la prise en charge matérielle des réfugiés), elle peut également se positionner contre certains intérêts des réfugiés. L'argument de l'instrumentalisation sera mobilisé, on le verra, dans les discours rendant compte des divisions dans l'un de ces comités.
- 20 Le second mouvement, plus disparate, réfère aux nombreux regroupements non formels (c'est-à-dire non déclarés à une autorité étatique) repérables dans la commune. Produits d'initiatives individuelles ou collectives pas toujours associées aux entités humanitaires, ces structures relèvent d'une mobilisation initiée depuis la communauté des personnes réfugiées (organic mobilization). Elles s'organisent principalement autour de critères de genre (associations de femmes réfugiées notamment), de communautés d'activités professionnelles de type populaire (petits commerçants par exemple) et d'affinités « communautaires » (à l'instar de groupes de réfugiés appartenant aux communautés Gbaya ou Peul). On les trouve principalement dans l'espace urbain de Garoua-Boulai. L'ensemble forme une constellation, malgré tout, dépendante de l'accompagnement humanitaire. Dans ce registre, on identifie des mouvements créés indépendamment du soutien des structures humanitaires mais ayant bénéficié d'un appui technique de celles-ci en termes de structuration. D'autres regroupements, par contre, ont aussi été suscités par les ONG nationales et internationales sans en (pré)déterminer les formes ou l'organisation interne comme dans le cas des comités. Cette suscitation a souvent pris la forme d'activités de sensibilisation. Cela a été le cas de nombreuses « associations » de femmes réfugiées :

Il y a de nombreuses associations de femmes : quatorze au total je crois. Mais nous travaillons avec neuf. Nous les avons encouragées à se mettre en groupes. L'idée c'était de leur dire : créez des associations pour mieux vous en sortir et mieux s'autonomiser. Certaines se sont constituées mais elles ne sont pas légales car pour

être légalisées, elles doivent intégrer des camerounaises (animateur communautaire d'une organisation humanitaire, entretien téléphonique du 15 mai 2018).

- 21 La fin de l'extrait d'entretien ci-dessus souligne l'une des caractéristiques majeures de ces formations associatives : elles n'ont aucun fondement juridique. La création des associations par des étrangers obéit à une procédure stricte qui inclut de multiples autorisations administratives. L'une des possibilités d'obtention rapide d'une légalisation pour ces structures associatives embryonnaires est d'avoir comme membres des citoyens camerounais et pouvoir se constituer comme une association de droit camerounais. Les « comités » également n'ont pas de statut légal, encore moins une assise juridique explicite. Ils semblent fonder leur existence formelle sur la relation qu'ils entretiennent avec les ONG humanitaires qui ont contribué à les créer. Leur situation de non droit étant alors compensée par la situation de droit propre aux organisations humanitaires. Le droit national, conformément aux dispositions de la convention de Genève que le pays a ratifiée, octroie aux réfugiés la liberté d'association¹¹. Toutefois, les associations étrangères restent localement soumises à un régime d'autorisation préalable. Cette mesure est censée permettre la vérification du caractère non perturbateur de l'association. Tout l'enjeu (et la difficulté) pour les collectifs de réfugiés est d'obtenir cette autorisation administrative. Même si cela n'a pas pu être constaté dans le cas de Garoua-Boulai, dans d'autres contextes, les collectifs de réfugiés ou demandeurs d'asile arriment discursivement et statutairement leur légitimité au droit international comme l'ont montré des travaux de Laurent Lardeux (2009) sur ces collectifs en Afrique centrale.
- 22 Il existe d'autres voies qui permettent l'insertion des réfugiés dans des mouvements associatifs. Ils peuvent faire le choix d'intégrer des mouvements préexistants mis en place par des Centrafricains présents depuis au moins trois décennies dans la localité. Certains réfugiés s'orientent vers ces structures en vue de s'insérer dans un groupe composé de compatriotes qui ont l'avantage d'une connaissance ancienne et fine du terrain. Ils peuvent également adhérer à des structures militant pour les droits de certaines minorités transnationales. Le cas le plus emblématique est l'association MBOSCUA qui travaille sur des problématiques liées à la condition des réfugiés mbororo. L'engagement associatif réfugié se connecte, à ce titre, aux dynamiques militantes nationales et communautaires.

Organisation et fonctionnement de quelques mouvements associatifs présents à Garoua-Boulai

- 23 L'organisation et surtout le fonctionnement de ces mouvements associatifs dans la localité ne sont pas identiques, selon qu'il s'agisse de mouvements suscités et encadrés par les acteurs humanitaires ou de structures affichant une certaine autonomie vis-à-vis de ceux-ci.
- 24 Les regroupements associatifs de réfugiés encadrés par le dispositif humanitaire, dans la commune de Garoua-Boulai, présentent un cadre organisationnel standardisé. Le cas du comité central des réfugiés est l'archétype de ce standard. Il est constitué de personnes justifiant du statut de réfugiés. Il a à sa tête un président élu par ses compatriotes réfugiés au terme d'une élection au suffrage direct. Il est à la tête d'un bureau constitué d'un nombre variable de membres, à savoir un vice-président, un à

trois conseillers, un secrétaire général, un trésorier et accessoirement un ou deux commissaires aux comptes. Ce bureau est renouvelable annuellement. Le déploiement du comité central des réfugiés recoupe trois aspects importants qui reflètent les assignations fonctionnelles qui lui sont associées et la manière dont il s'insère dans la dynamique humanitaire au niveau local. D'abord, ce comité est envisagé comme le réceptacle des aspirations, des demandes des réfugiés qui seront, par la suite, portées auprès des structures humanitaires pour « traitement ». L'orientation du comité vers la résolution des problèmes s'exprime dans ce rôle. Ensuite, il est un outil à finalité informative voire communicative. Il sert de relais d'informations entre les acteurs humanitaires et les réfugiés. Ce rôle acte la logique d'intermédiation sous-jacente à ce comité. Enfin, le comité central se donne également à voir comme un élément-clé de l'architecture opérationnelle des organisations humanitaires. Il se présente ainsi comme un cadre de travail permettant d'assurer la mise en œuvre d'activités institutionnellement marquées à l'instar de la communication dite « communautaire » déjà évoquée ou encore des activités d'animation.

- 25 On note également que les comités peuvent être associés à une certaine idée de centralisation. Cette dernière constitue une des dimensions spatiales de l'engagement associatif des réfugiés : la tendance à la centralisation de certains groupes en fait des pôles de visibilité privilégiés de cet engagement comparativement à d'autres. Elle rend aussi compte de l'influence du contexte sociogéographique dans la manière dont les groupes associatifs se donnent à voir. Ainsi, les comités les plus en vue sont ceux de l'espace urbain et de Gado-Badzere. Nous y reviendrons. Quant au comité central, il articule, de manière paradoxale, deux logiques apparemment dissociées. La première est celle d'une facilitation de l'action humanitaire repérable justement dans l'énonciation et l'actuation de l'idée d'une « gouvernance » reposant sur des cadres prenant la forme de comités, dont le comité central est la figure dominante. La seconde concerne l'implicite sous-jacent à ces mécanismes de gouvernance énoncés qui renvoie matériellement à des mécanismes de traitement des problèmes et de surveillance de la population réfugiée. A ce titre, le gouvernement humanitaire se révèle complémentaire aux dispositifs de contrôle gouvernementaux (étatiques), révélant une confusion de genre qui n'est pas sans enjeu (Agier, 2008). Ces logiques, associées à une insatisfaction quant à leur prise en charge, participent à construire chez certains réfugiés l'idée que l'action humanitaire et ses outils (à l'instar des comités) n'intègrent pas dans leurs fondements les aspirations des bénéficiaires. Autrement dit, des réfugiés remettent en cause la logique d'imposition du modèle de comité qui ne leur aurait pas laissé la possibilité de s'exprimer sur la nature ou la forme des structures pouvant assurer leur visibilité ou la défense de leurs intérêts.

Il faudrait savoir maintenant, est-ce que ces structures conviennent aussi à ces réfugiés ? Non ! Je te dirai non. Ont-ils posé ces questions ? Ont-ils cherché à demander à ces réfugiés [réfugiés de l'espace urbain] de savoir quelles sont les structures qu'il fallait, qu'il vous faut ? Ils ont imposé leurs structures. C'est une imposition (réfugié urbain, entretien du 9 avril 2018 à Garoua-Boulai).

- 26 La mise en place des comités n'émanerait pas d'une demande des réfugiés mais des stratégies des organisations humanitaires. La capacité desdits comités à inclure, à prendre pleinement en compte les desirata des concernés est interrogée par certains réfugiés.
- 27 Les autres mouvements associatifs (hors comités) ont une architecture variée. La majeure partie comprend un bureau composé d'un président, un vice-président, un

conseiller, un trésorier et un commissaire aux comptes. Les fonctions-clés classiques sont assumées. Nous avons pu observer un regroupement qui présentait un organigramme moins hiérarchisé où les fonctions-clés du groupe, à l'instar de la prise de la décision ou de la représentation, étaient assurées de manière collégiale. Dans leur fonctionnement, on observe que ces entités intègrent les domaines d'action des ONG humanitaires notamment ceux relatifs à l'autonomisation financière des réfugiés. Ces regroupements deviennent un terreau fécond à l'expérimentation des activités humanitaires. La structuration, certes embryonnaire, facilite les opérations d'identification et de ciblage des potentiels bénéficiaires d'appuis financiers des ONG. Le temps de déploiement d'une ingénierie institutionnelle d'appui à l'autonomisation se trouve réduit et certains obstacles liés à la mobilisation par exemple sont hypothétiquement levés. Ces différents groupes font l'objet d'une appropriation souvent chahutée par les réfugiés comme en témoignent les tensions au sein du comité central de l'espace urbain.

Crises internes, rivalités et scissions : le cas du comité central de l'espace urbain de Garoua-Boulaï

- 28 Le comité central des réfugiés de l'espace urbain de Garoua-Boulaï fait face, depuis 2016, à des tensions internes liées à des conflits de leadership. Alors que le leader (le « président ») du comité central élu en 2015, était à nouveau candidat aux élections en 2016, les résultats du renouvellement du bureau ont été fortement contestés. L'ancien président, que nous nommons ici « HH », est un réfugié centrafricain arrivé dans la commune lors des premières arrivées de réfugiés en 2003. Agé d'une soixante d'années, sa position d'ainé social et le crédit dont il bénéficiait au sein des réfugiés, majoritairement mbororo et coutumiers d'une structuration communautaire patriarcale, en a fait une figure de choix comme leader. Sa candidature avait été suscitée par certains acteurs humanitaires qui voyaient dans son ancienneté et sa position sociale au sein de sa communauté un facteur de stabilité susceptible d'être mobilisé dans les rapports avec les réfugiés. Les contestations de l'élection de 2016, ont donné lieu à des altercations et des affrontements entre réfugiés, faisant des blessés. Cette situation a mis à mal l'ordre public à Garoua-Boulaï, contraignant les autorités locales à intervenir. Cette réaction s'est traduite par une descente des forces militaires sur les lieux afin de mettre fin aux affrontements. L'autorité administrative (le sous-préfet) a en outre pris des mesures visant à suspendre les élections et a appelé les principaux candidats à constituer une liste dite « consensuelle ». Dans l'attente de cette liste, « HH » a été maintenu dans ses fonctions. Cette liste, pourtant déjà constituée si l'on se fie aux témoignages d'acteurs humanitaires, n'avait pas encore fait l'objet d'une validation par le sous-préfet jusqu'au mois d'octobre 2018, avec comme conséquence le maintien du bureau sortant, sans élection. Bien que les mises en garde des autorités aient empêché d'autres affrontements, ce statu quo a accru les divisions entre réfugiés de l'espace urbain, révélant de fortes tensions. A titre illustratif, les réunions organisées par HH sont boudées et boycottées par une frange non négligeable des réfugiés, ses opposants n'hésitant pas à organiser des rencontres parallèles.
- 29 Dans le détail, cette crise puise à des sources plurielles. La première renvoie à une incrimination du leadership du comité central qui déborderait son cadre originel. HH aurait l'ambition d'étendre son autorité sur toutes les formes d'organisations de réfugiés, y compris les formes « organiques ». Cette tentative d'extension de l'autorité

de HH rencontre de vives réactions de la part d'autres acteurs. Les femmes réfugiées d'une association à Garoua-Boulaï se sont ainsi plaintes auprès des organisations humanitaires du contrôle que HH voudrait exercer sur leurs finances. La seconde source est la suspicion portée sur HH d'être un « agent » des organisations humanitaires. Entre 2014 et 2016, l'aide apportée aux réfugiés (notamment les appuis scolaires) a diminué du fait d'une baisse des ressources des organisations humanitaires et de la multiplication des fronts humanitaires dans le pays. En l'absence d'informations visant à justifier ces changements, les organisations sont accusées par les réfugiés de soustraire l'aide à eux destinée. La posture de HH qui aurait souvent défendu les organisations humanitaires sans nécessairement apporter des arguments clairs aux yeux des autres réfugiés, a renforcé le désaveu dont il est l'objet. Sa position est perçue comme bénéfique non pas aux réfugiés, mais aux organisations humanitaires et à lui-même. A ce titre, le comité central des réfugiés est vu comme un instrument au service du gouvernement humanitaire intervenant dans l'espace urbain, et son président comme un agent humanitaire paré des atours de « représentant » des réfugiés.

HH, c'est lui qui prétend être le président des réfugiés mais à vrai dire on ne l'a pas voté, nous quoi... Il s'est auto-proclamé. C'est un président des réfugiés, auto-proclamé... Bon comme tu es là, les personnels arrivent ils savent que lui c'est un illettré, ils profitent de cette occasion pour qu'ils signent les documents en ce qui concerne les réfugiés quoi, leur représentant ; et c'est HH leur représentant. Bon, tout ce qu'on amène, lui il signe seulement ou bien c'est accusé de réception de telle chose, ou bien c'est quoi quoi... Bon lui il signe seulement, il ne sait même pas ce qu'il s'agit de quoi. C'est ça le problème, ça nous pénalise quoi. Donc c'est ça le problème, ça fait que ça pèse sur les réfugiés... (réfugié de Garoua-Boulaï, entretien du 9 avril 2018 à Garoua-Boulaï).

- 30 Un leader réfugié que nous nommerons « YY », arrivé à Garoua-Boulaï en 2013, la trentaine largement entamée et ayant un niveau d'instruction supérieure à celui de HH, est l'un de ses opposants affirmés. Il dénonçait également les profits douteux que HH tirerait de sa position :

Nous avons essayé plusieurs fois de l'approcher (HH). Il a parfois des complexes mais ce n'est pas de sa faute. On lui a toujours tendu la main... Je suis le premier à avoir écrit au sous-préfet quand on contestait les élections. On avait annulé les élections, la présidence. Mais leur poids, c'est [l'organisation humanitaire] ; eux, c'est HH. Avec eux, il a son petit paquet [de l'argent ou des cadeaux], ses 10% et il leur apporte les données, les documents. On devait annuler les élections mais on avait laissé à cause des élections. Il a dit qu'on lui a dit qu'il y avait 4,7 millions de FCFA pour la scolarité mais lui-même il n'a jamais entendu ou vu... (YY, réfugié, entretien du 4 septembre 2017 à Garoua-Boulaï).

- 31 Ces extraits mettent en exergue deux considérations fortes. D'une part, l'emphase est mise sur l'instrumentalisation de HH par le réseau humanitaire. Il est « utilisé » par les organisations pour légitimer leurs actions. Son statut de président « auto-proclamé » réfère aussi à son « maintien » comme président alors qu'aucun scrutin ne lui a permis d'être élu. Une telle analyse élude quelque peu la situation d'ensemble ayant abouti à ce statu quo. D'autre part, le profil de HH est également mis en cause. Cet « illettré » n'aurait pas les « capacités » requises pour assumer une telle tâche. Cela ouvre la voie à des abus dont l'extrait fait cas. On peut y voir aussi un conflit dans les représentations qui entourent la figure d'un leader des réfugiés : il devrait être (aussi) éduqué, bien formé. Aussi à l'instar de YY, les opposants de HH présentent des profils qui contrastent avec le sien : personnes lettrées (sachant lire et écrire), bacheliers n'ayant pas

poursuivi des études universitaires, des lycéens ou des personnes ayant fréquenté l'université. L'extrait dénonce aussi un intérêt de HH pour les revenus (rémunérations) dont il bénéficie par sa collaboration avec les structures humanitaires.

- 32 Face au comité central de l'espace urbain de Garoua-Boulai, jugé peu représentatif des intérêts des réfugiés, une entité parallèle appelée Collectif des réfugiés centrafricains (CORCA) a vu le jour en 2015. Elle relève de l'initiative de réfugiés peu satisfaits de l'action du comité central. YY fait partie du groupe à l'origine de sa création. Le CORCA a vocation à regrouper les nombreuses organisations et associations des réfugiés « de base » au-delà des comités mis en place par les acteurs humanitaires. Cet objectif ne devrait cependant pas fermer la porte à une hypothèse alternative : le CORCA serait une action d'institutionnalisation d'un groupe visant (aussi) à capter des ressources (matérielles, relationnelles ou symboliques). Il assumerait donc implicitement une fonction de « courtage » (Blundo, 1995). Cette dernière émerge ici dans un contexte où il existe un besoin de médiateurs entre les structures humanitaires et les réfugiés. Besoin renforcé par la nature même de la population des réfugiés qui se présente comme une collectivité dont l'intégration est constamment en train de se faire, voire encore à faire. Ces courtiers sont « le produit d'histoires locales, et fonctionnent à l'intérieur de réseaux » (de Sardan et Bierschenk, 1993: 2). Il n'est pas anodin que certains leaders du CORCA aient une expérience au sein du comité central dirigé par HH, lui-même représentant une figure de « courtier » de l'aide humanitaire. Toutefois, des confidences de ses initiateurs, le CORCA souffrirait des mêmes contraintes structurelles que le comité central, à savoir l'absence d'une base juridique. Mais le parallèle ne devrait pas être poussé au-delà de ce simple constat. Dans le cas des comités, on n'a pas l'affichage d'une volonté assumée de formalisation. Dans le cas du CORCA, la formalisation est affichée comme un objectif recherché.

Le problème du Collectif des réfugiés centrafricains même c'est la légalisation. C'est ça. Si CORCA était légalisé, nous allons fonctionner bien mais le problème est qu'on n'a pas celui qui peut nous accompagner pour légaliser, pour être légalisé. C'est ça le problème... (Leader du CORCA, entretien du 9 avril 2018 à Garoua-Boulai).

- 33 Les organisations et/ou « associations » de réfugiés à Garoua-Boulai se déploient dans un environnement marqué par des oppositions : mouvement institutionnellement motivé versus mouvement « organique », factions pro HH versus factions réfractaires à HH, etc. En outre, ces divisions sont doublées de logiques incriminantes de type ethnique particulièrement mises en exergue dans les discours de certains acteurs, notamment les opposants à HH. Ces divisions « ethniques » épouseront la diversité communautaire des réfugiés. Aussi, des réfugiés ont fait état de ce que HH serait soutenu par les mbororo tandis que son principal opposant YY serait soutenu par les Haoussa. Ces idées sont toutefois relativisées par d'autres enquêtés :

Haoussa-Mbororo, en fait non. C'est communauté unique quoi. Ce sont des centrafricains non ?! Nous sommes tous des centrafricains non. Donc ça... Il y a des Mbororo même qui ne sont pas à côté de HH, qui sont avec YY, il y en ont [il y en a]. Il y a des Haoussa aussi qui sont aussi avec lui. Donc le véritable problème que c'est HH, lui il est soutenu par les organismes, c'est ça. A propos de quoi ? Le problème c'est pour leurs intérêts, c'est tout ! (Refugié de Garoua-Boulai, extrait retranscrit en l'état, entretien du 9 avril 2018 à Garoua-Boulai).

- 34 L'ensemble se présente, dans tous les cas, comme un mouvement divisé du fait d'une crise de leadership. Cette dernière rend compte des perceptions que des réfugiés ont de l'action des organisations humanitaires et de leurs propres rôles. Bien que des nouvelles élections du bureau du comité central aient été annoncées pour la fin d'année

2018, ces crises internes rendaient compte de tensions au sein des communautés de réfugiés.

Espace social local et polarisation de l'engagement associatif des réfugiés à Garoua-Boulai

- 35 Déjà présente en filigrane tout au long des parties précédentes, la dimension spatiale de l'engagement associatif des réfugiés à Garoua-Boulai mérite qu'on s'y attarde plus spécifiquement. En partant de la genèse, du fonctionnement et des tensions qui traversent certains regroupements associatifs comme le comité central de l'espace urbain, deux idées apparaissent stimulantes. La première aborde l'espace social local marqué par la présence des réfugiés et des acteurs humanitaires comme un cadre favorable à l'émergence d'un champ associatif-humanitaire local constitué par les réfugiés et l'action autour des réfugiés. La seconde discute de la centralité urbaine que ce champ associatif-humanitaire semble dessiner à Garoua-Boulai en abordant les facteurs qui peuvent l'expliquer.

Espace social local et émergence d'un champ associatif-humanitaire à Garoua-Boulai

- 36 Garoua-Boulai comme localité frontalière vers laquelle se sont dirigés de nombreux réfugiés provenant de RCA, se présente comme un espace social local, marqué par l'action associative des réfugiés autant que par l'action des organisations humanitaires.
- 37 La commune offre aujourd'hui un faciès qui diffère de celui qu'elle avait avant 2003. A cette époque, en dépit d'une présence de ressortissants centrafricains, la localité comptait une population inférieure à 40 000 habitants. L'activité économique reposait sur des secteurs traditionnels à savoir l'agriculture dans les espaces ruraux et le commerce favorisé par la situation frontalière dans l'espace urbain. Le tissu associatif local était dominé par des regroupements de type communautaire, voire « ethnique », et pas toujours formalisés ou déclarés aux autorités publiques. Dès 2003, l'arrivée de réfugiés a eu des effets importants : augmentation de la population locale avec une proportion importante et croissante de réfugiés, installation d'organisations humanitaires et présence croissante, entre 2013 et 2017, d'un personnel humanitaire. L'espace social local ainsi constitué peut, dans la perspective bourdieusienne, être défini ici comme un espace structuré en fonction de la distance sociale qui sépare les divers agents (Jourdain et Naulin, 2011). Garoua-Boulai, comme dimension géographique d'un espace social, voit de nombreux agents s'y positionner et s'y déployer en fonction de leurs divers statuts et ressources. S'il fallait grossièrement figurer cette situation, Garoua-Boulai se révélerait comme un espace social dont la structuration serait consécutive aux distances sociales entre réfugiés et déplacés centrafricains, populations hôtes (camerounaises) de divers statuts et acteurs humanitaires. Leur positionnement dans l'espace social serait, entre autres, dépendant de leurs ressources ou « capitaux » (Bourdieu, 1979, 1984). Garoua-Boulai se donne aussi à voir comme un espace de luttes centrées sur des enjeux précis : accès aux ressources, « capture » de la manne humanitaire et positions de leadership, entre autres. A l'intérieur de cet espace social, nous pouvons identifier un cadre de luttes pour des positions qui concernent d'abord les réfugiés mais voient aussi l'intervention d'acteurs

humanitaires. Comme nous le relevions, les modes d'agir humanitaires avec la mise sur pied des comités, ont favorisé le foisonnement de regroupements associatifs liés aux réfugiés. De fait, semble s'être constitué à l'échelle de la commune un champ associatif-humanitaire dont on peut décrire quelques caractéristiques.

- 38 Le champ associatif-humanitaire résulte d'un double processus. Il résulte d'une différenciation de la vie locale, déterminée par les conditions d'urgence liées aux crises en RCA et par l'émergence d'un secteur professionnel humanitaire d'envergure. Il découle également d'un travail de différenciation locale des statuts sociaux donnant corps au statut de « réfugié ». Réfugiés et acteurs humanitaires (travailleurs humanitaires) en constituent les principaux agents qui ne se déploient pas en vase clos. Ils interfèrent et interagissent avec les populations locales, les autorités locales et les forces de sécurité. Ce champ est donc en connexion avec d'autres champs constitutifs de l'espace social local à l'instar du champ sécuritaire local ou du champ économique local. Le champ associatif-humanitaire semble avoir pour enjeu la reconnaissance sociale locale pour les réfugiés mais également pour les acteurs humanitaires dont l'enjeu est aussi l'occupation de positions dominantes dans leur secteur d'activité, c'est-à-dire la reconnaissance de leur excellence dans leur domaine d'activités. Le contrôle de la distribution des aides humanitaires constitue également un enjeu pour lequel une concurrence s'instaure quelquefois entre humanitaires et regroupements des réfugiés. Il faut relever que, dans d'autres lieux, les acteurs humanitaires sont également en compétition avec d'autres acteurs autour d'autres enjeux. Ces autres champs ne retiendront pas notre attention ici.
- 39 Les principales règles qui organisent le fonctionnement de ce champ associatif-humanitaire concernent l'acquisition et la justification formelle du statut de réfugié et l'implication dans un cadre associatif ayant un lien direct ou indirect avec le dispositif humanitaire. Agir dans ce champ implique d'abord de justifier d'un statut de réfugié formalisé par des procédures d'identification se matérialisant par la délivrance d'une carte de réfugié. Ce « papier » donne accès au champ associatif. De fait, ses acteurs-clés sont des réfugiés clairement identifiables, à l'image de HH et YY. Du fait par exemple des conditions de délivrance de la carte de réfugié, plus fluides dans l'espace urbain et dans un village comme Gado, ces espaces concentrent les principaux lieux d'activité de ce champ. Intervenir dans ce champ suppose en second lieu d'être impliqué dans une structure associative liée au dispositif humanitaire. Les comités, mis en place par les organisations humanitaires à des fins de « gouvernance », permettent une telle implication. Mais ces cadres se révèlent être des lieux de luttes particulièrement vives comme nous avons pu le voir en évoquant les tensions au sein du comité central de l'espace urbain de Garoua-Boulai. Au-delà des comités, l'implication dans des structures associatives créées en dehors du dispositif humanitaire mais ayant des activités les connectant à celui-ci, permet aussi de se déployer dans ce champ.
- 40 Entre 2015 et 2016, le champ associatif-humanitaire s'est caractérisé par une concentration du pouvoir aux mains d'acteurs dominants, en l'occurrence HH qui bénéficiait du soutien des acteurs humanitaires. Son statut de leader lui permettait d'avoir un contrôle de la rente matérielle associée à sa position ainsi qu'à une reconnaissance locale, importante pour le réfugié qu'il est. Son ancienneté dans la zone, son sexe, son âge et ses affinités avec les acteurs humanitaires ont été des ressources qui lui ont permis d'occuper une position dominante. Dès 2016, les contestations de l'élection de HH par YY et ses partisans rendent compte d'une

dynamique de luttes pour l'accès aux positions dominantes. YY et ses partisans se positionnent à la fois contre certaines manières de faire des acteurs humanitaires et contre l'autorité conférée à HH. Ils mettent en avant d'autres modalités ou critères de désignation des leaders, tel que le niveau d'éducation, et ce faisant mobilisent et font valoir d'autres ressources que celles identifiées chez HH, en l'occurrence leur propre capital culturel. En réaction, HH a pu prendre appui sur sa position d'aîné social et sur le choix fait de le maintenir à la tête du comité entre 2016 et 2018 en dépit de tensions évidentes.

- 41 A l'échelle de la commune de Garoua-Boulai, ce champ associatif-humanitaire n'est pas unifié. Il prend corps dans des espaces spécifiques du territoire communal. Il s'agit de zones où sont concentrés les réfugiés : l'espace urbain, le village Gado-Badzere qui abrite un camp et des villages comptant d'importantes communautés de réfugiés comme Nandoungué ou Mbonga. Les effectifs de réfugiés étant plus importants et mieux stabilisés dans l'espace urbain et à Gado-Badzere, ces zones se révèlent être des lieux où les luttes au sein du champ associatif-humanitaire sont particulièrement vives. Ailleurs, la forte mobilité des réfugiés et leurs choix de se soustraire parfois aux opérations d'identification formelle ou de se tenir à distance du dispositif humanitaire, apparaissent peu favorables à une émulation associative. Les comités qui y existent ont un fonctionnement plus sporadique. Ils sont mobilisés en cas d'action d'envergure (distribution alimentaire ou campagne de vaccination) ou de problèmes sécuritaires (incursion des bandes armées centrafricaines dans la zone). Par conséquent, les luttes dans ce champ sont plus visibles dans l'espace urbain de Garoua-Boulai, ce qui permet d'évoquer l'idée d'une centralité urbaine de l'engagement des réfugiés.

Centralité urbaine de l'engagement associatif des réfugiés

- 42 Discuter de la centralité urbaine de l'engagement associatif des réfugiés à Garoua-Boulai, c'est considérer la centralité comme « une qualité attribuée à un espace » (Monnet, 2000 : 400). Loin d'être une propriété en soi d'un espace, la centralité dérive d'une dynamique sociale. Autrement dit, c'est la configuration à un moment donné de facteurs sociaux de divers ordres et d'actions résultant de divers agents qui produisent une centralité. La centralité urbaine associée à l'engagement associatif des réfugiés apparaît alors ici comme une centralité sociale. Cette dernière est déterminée par des pratiques ciblées (liées à la mobilisation au sein de cadres associatifs) qui se concentrent, de manière plus importante, dans des lieux et points précis. Elle est également définie par des représentations et une valorisation de lieux spécifiques comme cadres par excellence de cet engagement. La centralité urbaine de la mobilisation associative des réfugiés à Garoua-Boulai est liée à la fois à l'intensité particulière de cette mobilisation dans cette zone mais aussi à la place qu'y jouent les représentations valorisantes du fait urbain. L'espace urbain de Garoua-Boulai apparaît ainsi comme un lieu central de la mobilisation associative des réfugiés. Il est le cadre par excellence des luttes de leadership autour des cadres associatifs réfugiés, notamment ceux encadrés directement par les organisations humanitaires. Cette centralité urbaine, à l'échelle de la commune, de l'engagement associatif des réfugiés correspond à une centralité urbaine du dispositif humanitaire : la concentration des sièges locaux des organisations humanitaires dans l'espace urbain, la localisation des principaux points d'identification des réfugiés et l'existence d'une importante communauté de ressortissants centrafricains font de la zone urbaine un espace propice

à une émulation associative des réfugiés. La « ville », à Garoua-Boulaï, offre aussi aux réfugiés une meilleure sécurité au vu des contextes violents qui ont présidé à leur départ de leur pays d'origine. Elle est enfin le lieu de nombreuses opportunités professionnelles : exercice de petits métiers délaissés par les communautés dites « locales », activité commerciale, emplois comme animateurs humanitaires. Par conséquent, être présent « en ville » en tant que réfugié incline également à une implication dans les comités. Cette implication permet à de nombreux réfugiés d'être au fait de ces opportunités. Il y a là un enjeu de survie. Mais l'enjeu est également symbolique, la présence « en ville » se révélant particulièrement valorisante. Pouvoir occuper une place au sein du mouvement associatif réfugié en « ville » se révèle donc gratifiant symboliquement et matériellement, par des mécanismes spécifiques de courtage.

- 43 Pour apprécier la centralité urbaine de l'engagement associatif des réfugiés, on peut observer cet engagement tel qu'il se donne se donne à voir, dans l'espace rural à Garoua-Boulaï. Des comités de réfugiés existent dans des villages de la commune abritant des réfugiés. Ces comités, pensés comme espaces de gouvernance, permettent aux acteurs humanitaires de « gérer », de gouverner les interactions entre réfugiés et populations hôtes, prévenir ou gérer de potentielles tensions. Des villages tels que Nandoungué (au sud de la commune), Mbonga (au nord) ou Tihomo (au centre) sont dans ce cas de figure. D'autres villages abritant des réfugiés ne comptent pas de comités. Cette absence s'explique par les modalités d'arrivée des réfugiés dans ces aires rurales. Le choix des aires rurales va généralement de pair avec une volonté d'échapper au contrôle qui s'exerce sur les réfugiés tels qu'on peut l'observer en ville. Dans ces villages, l'installation se fait de manière spontanée, à l'écart des principaux hameaux. En outre, l'espace rural offre, pour de nombreux déplacés provenant de RCA et qui n'ont pas toujours un statut formel de « réfugiés », l'illusion d'espaces vacants moins propices à des tensions en cas d'installation (Koussouma Liba'a, 2016). Cette installation à couvert se révèle peu favorable à une dynamique associative. Gado-Badzere présente quant à lui une situation particulière. Ce village abrite une population importante de réfugiés, pour une part concentrée dans le camp mais aussi résidant en dehors de ses limites. Cette population a suscité le développement d'importantes activités commerciales, l'installation de services (téléphonie, points de mobile money), et de représentations locales d'organisations humanitaires. A cela s'ajoute une situation préférentielle sur l'axe routier reliant Douala à Bangui. L'ambiance y est différente de celle que l'on peut trouver dans d'autres villages. Elle montre à quel point entre urbain et rural existe un continuum de situations. Elle permet surtout de réactiver la notion de « camp-ville » évoquée par Michel Agier (2008) pour signifier la capacité du camp à organiser, voire à réorganiser l'espace sous des modes familiers à ceux des villes : « concentration », « rassemblement », « complexité » voire diversité. Les comités de réfugiés qui ont vu le jour à Gado-Badzere, avaient pour but de gérer frontalement les conflits éventuels avec la population hôte désormais mise en minorité au plan démographique (25 000 réfugiés au moins contre environ 4 000 « locaux »). Les tensions internes à ces comités n'ont pas encore atteint le niveau de celles enregistrées en zone urbaine. En outre, de nombreux réfugiés de cette zone, notamment ceux résidant hors du camp, font le choix de s'engager dans les comités de l'espace urbain qui se révèlent attractifs pour les raisons symboliques et matérielles déjà évoquées.

Conclusion

- 44 Les développements ci-dessus nous conduisent à un constat précis. Les mobilisations associatives à Garoua-Boulaï sont consubstantielles à la constitution de cette commune comme un espace social spécifiquement marqué par l'action humanitaire. Les formes organisationnelles que prennent cet engagement sont, soit suscitées et encadrées par le dispositif humanitaire, soit initiées en dehors de celui-ci. Toutefois, la manière dont ces diverses formes associatives se déploient, les connectent toutes au fait humanitaire. L'engagement associatif des réfugiés à Garoua-Boulaï se pense explicitement ou implicitement dans un rapport, de forme et d'intensité variables, au dispositif humanitaire. Garoua-Boulaï, par sa configuration spécifique, rend possible une dynamique associative par et pour les réfugiés et offre, dans le même temps, des ressources utiles à leur engagement. Elle permet par exemple des interactions, la constitution de relations spécifiques. Ces dernières favorisent l'occupation de positions dominantes dans le champ, et par là-même dans l'espace social local, pour des personnes dont le statut de réfugiés pouvait laisser penser qu'elles seraient confinées à une position de dominé ou de victime. L'espace social local est ici le produit d'une histoire, d'une géographie et d'affectations fonctionnelles spécifiques, loin d'être permanentes (Laferté, 2014).
- 45 A ce titre, le lien « espace – mobilisation associative » prend du sens lorsqu'est assumée l'idée selon laquelle l'espace est une dimension de la mobilisation (comprise ici comme une expression de la dynamique sociale, productrice de formes et de cadres). Cette dimension spatiale est perceptible à Garoua-Boulaï où la présence et l'action humanitaires ont rendu possible l'émergence d'un champ associatif-humanitaire dont nous avons discuté quelques ressorts. Elle apparaît également dans la centralité urbaine que prend cet engagement associatif particulier. Cette centralité étant indissociable d'une construction sociale où le facteur humanitaire apparaît déterminant. La constitution d'un champ associatif-humanitaire dans cet espace social local qu'est Garoua-Boulaï, et la centralité urbaine qui s'y dessine, montrent l'importance de l'espace comme dimension du social (Veschambre, 2006).
- 46 Dans tous les cas, discuter de la place et du sens de l'espace dans les mobilisations collectives (dont l'engagement associatif n'est qu'une forme) devrait orienter la démarche vers l'analyse fine des configurations et mécaniques sociales locales. Pour revenir à notre propos, cela conduirait par exemple à accorder plus d'attention à la valeur de l'expérience associative dans le pays d'origine dans l'engagement en contexte d'urgence afin de repérer les enchevêtrements, les continuités ou les ruptures potentielles. La question de la temporalité devrait être mieux intégrée dans l'analyse de l'espace tel qu'il se donne à voir dans son rapport aux mobilisations collectives. Au-delà, l'engagement associatif des réfugiés est aussi un engagement politique singulier. C'est une piste à explorer dans le contexte de l'Est-Cameroun.

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉ C. (2003), « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zarguina », *Bulletin de l'APAD*, 25/2003, mis en ligne le 15 juin 2007 .
- ACP/UE (2014), *Résolution sur la situation en République centrafricaine*, Résolution. Assemblée paritaire ACP/UE.
- AGIER M. (2003), « Identifications dans l'exil: les réfugiés du camp de Maheba (Zambie) », *Autrepart*, n°26, vol. 2, pp 73-89.
- AGIER M. (2005), « Le son de la guerre. Expériences africaines de l'errance, des frontières et des camps », *Politix*, n°69, vol. 1, pp. 83-99.
- AGIER M. (2008), *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion.
- BADIE B (2011), « Printemps arabe : un commencement », *Études* 7/2011 (Tome 415), p. 7-18.
- BLUNDO G. (1995), « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », *Cahiers d'études africaines*, n°35, vol. 137, pp. 73-99.
- BOURDIEU P. (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU P. (1984) « Espace social et genèse de classes. Notes provisoires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 52, pp. 3-14.
- BUREAU CENTRAL DU RECENSEMENT (1984), *Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976*, Volume II-Analyse. Tome 5-Migrations internes, Yaoundé.
- BURNHAM P., COPET-ROUGIER E., NOSS P. (1986), « Gbaya et Mkako : une contribution ethno-linguistique à l'histoire de l'Est-Cameroun », *Paideuma*, n° 32, pp. 87-128.
- CAMBRÉZY L. (2001), *Réfugiés et exilés : crise des sociétés, crise des territoires*, Éditions des archives contemporaines. Paris. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010026274>.
- CHAUVIN E. (2018), *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale*, Paris, AFD.
- CHAUVIN E., SEIGNOBOS, C. (2013), « L'imbroglie centrafricain. Etat, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, n°248, vol. 4, pp. 119-148.
- COMMUNE DE GAROUA-BOULAÏ (2013), *Plan Communal de Développement*, Garoua-Boulaï/Yaoundé, CGB/PNDP.
- COPET-ROUGIER E. (1987), « Du clan à la chefferie dans l'est du Cameroun », *Africa: Journal of the International African Institute*, n°57, vol. 3, pp 345-63.
- JOURDAIN A., NAULIN S. (2011), *La théorie de Pierre Bourdieu et ses usages sociologiques*, Paris, Armand Colin.
- KOUSSOUMA LIBA'A N. (2016), *Etude sur les conflits agropastoraux dans les régions camerounaises*, Rapport final, Meinganga, UNHCR et LWF.
- LAFERTE G. (2014), « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, n°4, vol. 5, pp. 423-440.

- LARDEUX L. (2009), « Collectifs cosmopolitiques de réfugiés urbains en Afrique centrale. Entre droits de l'homme et "droit de cité" », *Revue Française de Science Politique*, n°59, vol. 4, pp. 783-804. [En ligne : <https://doi.org/10.3917/rfsp.594.0783>].
- LAURENS H. (2012), « Une révolution sans utopie », *Le Débat*, n° 169, vol. 2.
- MANSURI G., RAO V. (2012), *Localizing development. Does participation work? World Bank Policy Report*, Washington, DC, World Bank.
- MIMCHE H. (2009), « Le Droit à l'éducation, quelle effectivité pour les réfugiés au Cameroun ? » In F.-J. Azoh, E. Lanoue et T. Tchombe, *Education, violences, conflits et perspectives en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala.
- MONNET J. (2000), « Les dimensions symboliques de la centralité », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 44, n°123, pp. 399-418.
- OCHA (2014), *La crise en République centrafricaine et son impact humanitaire régional. Un aperçu des besoins et des fonds requis : République centrafricaine, Tchad, Cameroun, République démocratique du Congo et Congo*, Genève, OCHA.
- ONU/CONSEIL DE SECURITÉ (2013), *Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur*, New York, ONU.
- SAIBOU I. (2006), « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », *Polis/R.C.S.P/C.P.S.R.*, vol. 13, n°1-2, pp. 119-146.
- SAIBOU I. (2010), *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, Karthala.
- De SARDAN J-P O., BIERSCHEK T. (1993), « Les courtiers locaux du développement », *Bulletin de l'APAD*, n°5. [En ligne : <http://apad.revues.org/3233>].
- SEIGNOBOS C. (2011), « Le phénomène Zarguina dans le nord du Cameroun., coupeurs de routes et prises d'otage, la crise des sociétés pastorales mbororo », *Afrique contemporaine* n°239, vol. 3, pp. 37-50.
- SEIGNOBOS C. (2011), *Les Mbororo du Lom Pangar. Mission sociologique*, Yaoundé, Banque mondiale/EDC.
- SIMÉANT J. (2013), « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, n°20, vol. 2, pp. 125-43. [En ligne : <https://doi.org/10.3917/ripc.202.0125>].
- UNHCR (2018), *Fact Sheet. Cameroun*.
- VESCHAMBRE V. (2006), « Penser l'espace comme dimension de la société. Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales », in Sechet R. et Veschambre V. (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

NOTES

1. L'ouvrage *Réfugiés et exilés : crise des sociétés, crise des territoires* de Luc Cambrézy évoque notamment « une association de femmes réfugiées » d'origine rwandaise (Hutus) (Cambrézy, 2001 : 151). Dans son ouvrage *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement*

humanitaire, Michel Agier propose une analyse de l'action collective des « vulnérables » dans le chapitre 8. Il y expose les cas des réfugiés en Guinée et au Kenya, qui se sont mobilisés ou ont manifesté pour obtenir une reconsidération de leurs statuts et conditions de vie. Ces actions ouvriraient la voie à des trajectoires de réinvestissement du sens de l'humanitaire par ses bénéficiaires qui refusent d'être confinés à leur « statut de victime absolu ». On passerait du « réfugié » au « sujet » (Agier, 2008). Dans un article paru dans la *Revue Française de Science Politique*, Laurent Lardeux propose une analyse particulièrement fine des mobilisations des réfugiés et demandeurs d'asile en Afrique centrale. Ces dynamiques renseignent à son avis sur des « processus de subjectivation » d'identités initialement « assujetties » (Lardeux, 2009). Ces trois références sont proposées à titre indicatif et n'ont pas la prétention de rendre compte de la diversité des travaux sur cette question.

2. Ces enquêtes furent conduites dans le cadre d'une recherche doctorale sur les relations entre territorialités et conflictualités dans les espaces frontaliers orientaux et méridionaux du Cameroun. Elles se sont déroulées entre septembre 2016 et avril 2018, pour les entretiens individuels et collectifs. La première séquence d'observation s'est déroulée entre août et octobre 2017 et la seconde entre mars et avril 2018.

3. Les « coupeurs de route » désignent des acteurs de l'insécurité opérant principalement sur les voies de communication routières des régions septentrionales et orientales du Cameroun. Leurs activités consistaient à poser des obstacles sur les routes (« couper la route »), obligeant les véhicules à s'immobiliser. Les passagers du véhicule immobilisé étaient dépouillés de leurs biens (argent, bijoux, produits commerciaux) et toute tentative de résistance pouvait se révéler fatale. Voir à ce sujet Claude Abé (2003) ou Saibou Issa (2010).

4. Voir par exemple le reportage du Journal *Le Messager* du 18 novembre 2013, sur l'occupation du village camerounais Gbitti par un groupe armé centrafricain d'environ mille hommes. Ils ont été identifiés comme étant des partisans du rebelle Abdoulaye Miskine alors détenu au Cameroun.

5. La commune de Garoua-Boulai a été créée à la faveur d'un décret signé au mois de juin de l'année 1977.

6. A l'instar d'autres localités accueillant des réfugiés, il a été observé un débat local sur le fait que les réfugiés n'étaient pas toujours plus démunis que les populations locales comptant parmi les plus pauvres du pays et que cela devrait également conduire à leur prise en charge spécifique. Ce débat se nourrit de nombreuses tensions autour des ressources en eau, de l'accès aux services ou du foncier.

7. Formulée tel quel par l'enquêteur cité précédemment.

8. Catholic Relief Services (CRS), Médecins sans frontières (MSF), Medical corps, Première Urgence Internationale, Solidarités International, la Croix Rouge camerounaise, la Croix-Rouge française, l'UNICEF, Plan Cameroun, l'OMS – la plupart sous-traitant pour le HCR.

9. Le régime de frontière renvoie ici aux principes, normes, règles et aux procédures décisionnelles qui renseignent et matérialisent le positionnement et l'action étatiques sur la gestion de ses frontières. Comme le suggère Alexander Betts (2011) discutant des régimes migratoires, ce régime relatif à la frontière est connecté à des régimes ou à des politiques portant sur d'autres enjeux.

10. Cette notion est inspirée de la typologie proposée par Mansuri et Rao (2012 : 31-32) dans leurs travaux portant sur les variantes de la participation dite citoyenne. Ils distinguent la participation « induite » ou institutionnellement motivé (*induced participation*) de la participation dite « organique » (*organic participation*). Selon eux, « Organic participation is organized by civic groups outside government, sometimes in opposition to it; induced participation attempts to promote civic action through bureaucratically managed development interventions » (la participation organique est organisée par des groupes de citoyens en dehors du gouvernement, parfois en

opposition à cette dernière ; la participation induite essaie de promouvoir une action civique grâce à des interventions de développement gérées de manière bureaucratique).

11. Article 9 de la loi n°2005/006 du 27 juillet 2005 portant statut des réfugiés au Cameroun.

RÉSUMÉS

Cette réflexion s'intéresse à l'engagement associatif des réfugiés centrafricains dans l'aire frontalière orientale du Cameroun, plus précisément dans la localité de Garoua-Boulai. Quel est le contexte d'émergence de cet engagement associatif ? Que peut-on dire de son origine, de ses formes et de son évolution ? Comment s'articule-t-il à l'espace ? En vue de répondre à ces interrogations, l'article part de l'hypothèse selon laquelle la mobilisation associative des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai se déploie dans un cadre défini et contrôlé par les acteurs humanitaires, favorisant l'émergence d'un champ associatif-humanitaire. La dimension spatiale s'y exprime dans la constitution d'un espace social local marqué par l'humanitaire et la centralité urbaine qui semble caractériser cet engagement associatif.

This paper focuses on the collective engagement of CAR refugees in the eastern border area of Cameroon, specifically in the local council of Garoua-Boulai. What is the context of emergence of this collective commitment? What can we say about its origin, its forms and its evolution? How does it relate to the space? The paper assumes that the collective engagement of CAR refugees in the East of Cameroon takes place in an environment defined and controlled by humanitarian actors, promoting the emergence of an associative-humanitarian field. The spatial dimension of this engagement appears in the constitution of a local social space marked by humanitarian action and in the urban centrality that seems to characterize this collective engagement.

INDEX

Mots-clés : action humanitaire, Cameroun, engagement associatif, espace, Garoua-Boulai, réfugiés

Keywords : Cameroon, Collective Engagement, Garoua-Boulai, Humanitarian Action, Refugees, Space

AUTEUR

CALVIN MINFEGUE

Doctorant, Laboratoire Pacte / Université Grenoble-Alpes, CNRS, Science Po Grenoble,
Laboratoire IPIS / Université Catholique d'Afrique Centrale
Minassc [at] yahoo.fr